



Demande de subvention FEADER

AIDE AUX INVESTISSEMENTS DANS LA TRANSFORMATION, LA COMMERCIALISATION ET/OU LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS AGRICILES

Développer la transformation et/ou la commercialisation des produits agricoles dans les exploitations agricoles

Type d'Opération 4.2.2 du Programme de Développement Rural CENTRE- VAL DE LOIRE 2014-2020

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier de demande d'aide uniquement pour le FEADER.

Pour que votre projet soit soutenu vous devez déposer 2 dossiers (voir la notice qui accompagne le formulaire) :

- 1- déposer une demande de subvention auprès du Pays ou de l'Agglomération pour obtenir une subvention du Conseil régional au titre du CRST
- 2- déposer ensuite ce dossier de demande de subvention FEADER auprès de la DRAAF Centre-Val de Loire (pour le complément d'aide éventuelle du Conseil départemental, et l'aide FEADER)

Où faire parvenir votre dossier ?	Veillez transmettre l'original en 1 exemplaire au Guichet Unique Service Instructeur du Feader à savoir, la <u>DRAAF (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)</u> - SREAR - 131 Faubourg Bannier – 45042 ORLEANS CEDEX 1 Veillez également en conserver un exemplaire.
Contact en cas de besoin d'assistance	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Service régional de l'économie agricole et rurale Mél : srear.draaf-centre-val-de-loire@agriculture.gouv.fr
Date limite de remise des dossiers de demande	Appel à projets 2019 : deux périodes de dépôt des dossiers Dates limites (le cachet de la poste faisant foi) : - 29 mars 2019 - 10 juillet 2019

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

ATTENTION :

- Toute dépense démarrée avant la date de dépôt du dossier à la DRAAF ne pourra pas être financée.
- L'accusé de réception du dossier ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : |__|_| / |__|_| / |__|_|_|_|_|
Nom du porteur de projet : _____

Si oui, indiquez la date d'installation : |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Avez-vous la capacité professionnelle agricole ? Oui Non

Si vous êtes en cours d'installation, indiquez la date de dépôt du dossier DJA à la DDT : |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Pour les personnes morales :

Nombre d'associés exploitants : |_|_| Nombre d'exploitations regroupées : |_|_|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale <i>(cas des fondations, des associations sans but lucratif et des établissements d'enseignement et de recherche agricole) remplissant les conditions d'âge ⁽¹⁾</i>	N° PACAGE	Date de naissance	Sexe	JA ⁽²⁾ Si oui, cochez la case	NI ⁽³⁾ Si oui, cochez la case	% de parts sociales	Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Avoir au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

⁽²⁾ JA : Jeune Agriculteur bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CIA

⁽³⁾ NI : Nouvel Installé : Installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation)

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_| Commune : _____

Surface agricole utile de l'exploitation : _____ ha¹

Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est :

- déclarée enregistrée autorisée au titre de la réglementation susvisée non soumise (Règlement sanitaire départemental - RSD)

Précisez les ateliers / productions concernés : _____

L'exploitation est-elle membre d'un GIEE ou participe-t-elle à une démarche collective reconnue? Oui Non

Si oui, précisez le nom et la vocation du GIEE ou de la démarche collective

L'exploitation est-elle associée à une CUMA ? Oui Non

Si oui, nom de la CUMA : _____

L'exploitation est-elle reconnue en agriculture biologique ?

- Oui en totalité Oui partiellement Non

L'exploitation est-elle en cours de conversion en agriculture biologique ?

- Oui en totalité Oui partiellement Non

¹ A renseigner sur la base de la déclaration de surface PAC ou à défaut sur la base du relevé parcellaire MSA.

arboriculture. Surface en hectare : _____ ha

maraîchage. Surface en hectare : _____ ha

autres, préciser : _____

DESCRIPTION DES TRAVAUX ET DU PROJET DE TRANSFORMATION ET / OU COMMERCIALISATION

Le projet concerne :

- La création d'un nouvel atelier de transformation
 La création d'une activité de vente directe
 Le développement d'un atelier de transformation déjà existant

Le projet prévoit-t-il l'achat de matériels et d'équipements neufs ? Oui Non

Le projet prévoit-t-il des travaux sur des bâtiments ? Oui Non

Si oui, s'agit-il de : construction neuve extension de bâtiment existant rénovation d'un bâtiment existant

	Construction neuve (surface construite à préciser)	Extension (surface construite à préciser)	Modernisation (surface rénovée à préciser)	Équipements Matériels
Transformation de produits agricoles	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/>
Stockage / conditionnement	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/>
Point de vente à la ferme	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/> Superficie : _____ m ²	<input type="checkbox"/>

Etes-vous propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ? Oui Non

Le projet prévoit-il des travaux de :

- Isolation des locaux de transformation et/ou commercialisation ? Oui Non

Si oui, préciser : _____

- Gestion et de protection des ressources en eau ? Oui Non

Si oui, préciser : _____

-Économies d'énergie ? Oui Non

Si oui, préciser : _____

Description précise du projet envisagé

Présentation de l'opération, objectifs, description de l'atelier de production, stockage et conditionnement, ...

Le projet prévoit-il l'achat de matériel(s) visant la réduction/ simplification des tâches ou de leur pénibilité ? Oui Non
Si oui, préciser lesquels: _____

Le projet prévoit-il l'adhésion à un groupement d'employeur ? Oui Non
Si oui, lequel : _____

Le projet prévoit-il l'embauche d'un salarié sur l'exploitation ou par une CUMA ? Oui Non

4-PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

Coût total prévisionnel de l'opération : _____

Opération donnant lieu à récupération de la TVA : Oui Non Partiellement

DEPENSES PREVISIONNELLES

Compléter obligatoirement l'annexe 1

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Nature du financement public nécessaire pour le projet : Subvention

FINANCEMENT DU PROJET	MONTANT NECESSAIRE EN € HT
FINANCEURS PUBLICS	
Conseil régional	
Autres financeurs publics (préciser) : _____ _____	
Autofinancement du maître d'ouvrage public, le cas échéant.	
FEADER	
Sous-total financeurs publics (1)	
FINANCEURS PRIVÉS	
Autofinancement	
Emprunt	
Autres financements privés (préciser) :	
Sous-total financeurs privés (2)	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2) (Coût du projet) *	

* Ce montant doit être identique au montant total des dépenses.

5- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur / projet concerné	Pièce jointe
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>
Annexe 1 – Annexe financière	Tous	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : plusieurs devis sont demandé (voir notice)	Tous	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (RIB) mentionnant l'IBAN et le code BIC	Tous	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation INSEE indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>
Accord bancaire : accord de principe ou contrat de prêt	Si emprunt	<input type="checkbox"/>
Copie carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité	Personne physique	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'adresse : Copie du titre de propriété ou certificat d'imposition (ou non imposition) ou quittance de loyer, de gaz, d'électricité, de téléphone de moins de 3 mois ou attestation d'assurance logement de moins de 3 mois ou certificat d'immatriculation INSEE	Personne physique	<input type="checkbox"/>
Liste des associés : statuts ou extraits des statuts ou procès-verbal d'Assemblée Générale précisant la liste des associés	Structure regroupant plusieurs associés	<input type="checkbox"/>
Identité du représentant de la structure : Statuts ou PV Assemblée générale précisant le nom du représentant légal ou carte nationale d'identité /passeport du représentant légal en cours de validité	Personne morale (sauf pour les collectivités, leurs groupements et les établissements publics)	<input type="checkbox"/>
Copie du permis de construire	En cas de construction immobilière	<input type="checkbox"/>
Attestation de notaire ou d'un expert précisant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur du marché	En cas d'acquisition immobilière	<input type="checkbox"/>
Déclaration sur l'honneur du propriétaire du bâtiment, datée et signée, attestant que le bien n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des 5 dernières années	En cas d'acquisition immobilière	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant de la structure à solliciter la subvention	Investisseurs publics, associations	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations sociales (pour la société et chaque associé exploitant en cas de personne morale)	Exploitants agricoles, sociétés, fondations, associations exerçant une activité agricole	<input type="checkbox"/>
Formulaire relatif au respect des règles de la commande publique	Si le demandeur est soumis au respect des règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>
Pour les demandes présentées avec des dépenses en TTC : attestation de non déductibilité de la TVA ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux compétents.	Sauf si dépenses présentées en HT	<input type="checkbox"/>

6- CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection permettent de noter votre projet. Les projets dont la note est inférieure à 100 points ne sont pas sélectionnés. Pour les cases cochées, les justificatifs demandés « au dépôt de la demande » sont à joindre à votre dossier de demande de subvention. Vous vous engagez à respecter les critères que vous aurez cochés

Critère	Définition		Pièce justificative vérifiée au dépôt de la demande d'aide
Porteur de projet			
Jeunes agriculteurs et nouvel installé	Projet porté par une exploitation qui comprend au moins : - soit un Jeune agriculteur (au sens du règlement européen 1305/2013 art 2-1n : a minima accusé de réception de la demande de DJA au moment du dépôt de la demande d'aide 4.1), - soit un Nouvel installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Attestation MSA ou CJA
Filière de production			
Cultures spécialisée (hors viticulture)	Cultures spécialisées : arboriculture, horticulture, maraîchage (définition cultures maraîchères : OTEX n°2013 Maraîchage 2/3 des surfaces en maraîchage sauf OTEX n°2011 et n°2012 : cultures légumières intensives	<input type="checkbox"/>	Demande d'aide

	caractérisées par une occupation quasi permanente du terrain et une succession de cultures. On enregistre la superficie brute maximum consacrée au maraîchage).		
Élevage (toutes filières)	Élevage	<input type="checkbox"/>	Demande d'aide
Économie			
Projet de l'exploitation créant de la valeur ajoutée ou augmentant le produit de l'exploitation	Création d'un nouvel atelier de transformation et / ou d'une activité de vente directe, développement d'un atelier de transformation déjà existant (augmentation ou diversification des produits de la ferme), développement de la production.	<input type="checkbox"/>	Demande d'aide
Environnement			
Gestion / protection des ressources en eau ou économies d'énergies	Isolation des locaux de transformation et/ou commercialisation (matériaux, équipements, matériel et aménagement), régulation (ventilation, programmeur chauffage...), éclairage lié à l'économie d'énergie.	<input type="checkbox"/>	Demande d'aide
Social			
Amélioration des conditions du travail d'exploitation	Matériel permettant la réduction ou la simplification des tâches ou leur pénibilité (matériel d'automatisation, matériel lié à l'ergonomie).	<input type="checkbox"/>	Demande d'aide
Création ou augmentation d'emploi exploitant ou salarié	Adhésion à un groupement d'employeur (y compris ceux intégrés aux CUMA), Embauche d'un salarié sur l'exploitation / par une CUMA	<input type="checkbox"/>	Copie certificat d'adhésion ou contrat d'embauche
Autres			
Projet innovant ou démarche inter métiers	- Agriculteur ou exploitation agricole engagé dans un groupe opérationnel du PEI <u>ou</u> - Relations inter-métiers avec 2 partenaires à minima	<input type="checkbox"/>	Copie convention
Commercialisation en circuit de proximité	A l'appui d'une analyse économique et d'une étude de marché montrant l'impact de l'investissement sur les postes de dépenses et de recettes sur 3 ans et un prévisionnel prévoyant + 50% de CA réalisé avec des opérateurs régionaux.	<input type="checkbox"/>	Copie de l'analyse et de l'étude de marché
Inscription dans un Signe d'Identification de Qualité et d'Origine (SIQO)	Label Rouge, AOC, AOP, IGP, spécialité traditionnelle garantie (STG), Agriculture Biologique	<input type="checkbox"/>	Attestation d'inscription / certification
Participation à une démarche collective reconnue	GIEE, Filière locale, C du Centre, Bienvenue à la Ferme, Terre d'Eure-et-Loir, Agrilocal	<input type="checkbox"/>	Copie convention / certificat d'adhésion

7- OBLIGATIONS GENERALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *Cocher les cases nécessaires*

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides à la transformation et/ou la commercialisation des produits agricoles dans les exploitations agricoles

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Ne pas avoir sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire,
- Ne pas avoir commencé l'exécution du projet (aucune dépense engagée, ni versement d'acompte, ni aucun bon de commande signé) avant la date d'autorisation de démarrage du projet par la DRAAF. **NB : Le non-respect de cet engagement entrainera le remboursement de l'aide perçue pour cause de non incitativité de l'aide, conformément à la réglementation européenne.**

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide, à :

- Réaliser les investissements pour lesquels l'aide est sollicitée ;
- Informer la DRAAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet ;
- Permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années à compter de la date du dernier paiement de l'aide ;
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour cet investissement, d'autres crédits publics en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité décrites dans la notice qui accompagne le formulaire ;
- Assurer la pérennité de l'opération comprenant les investissements financés pendant une durée de 5 ans à compter de la date du dernier paiement de l'aide. Une opération est dite pérenne lorsqu'elle n'a pas fait l'objet de modifications importantes en lien avec ses objectifs ou sa nature ;
- Poursuivre mon (notre) activité pendant une durée de 5 ans à compter de la date de dernier paiement de l'aide ou en cas de vente à transférer les engagements au nouveau propriétaire pour la période restant à couvrir ;
- Ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur ;
- Détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire, comptabilité... ;
- Respecter les réglementations en vigueur (accessibilité, hygiène, sécurité,...) ;
- Ce que le bâtiment (en cas d'acquisition immobilière) soit affecté à l'opération pour une durée minimum de 5 ans à compter du dernier paiement de l'aide ;
- Obtenir, avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur,
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Agence de services et de paiement (ASP) est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site internet TELEPAC pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union,
- l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Centre-Val de Loire, l'ASP, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt et les éventuels financeurs. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au Service Autorité de gestion FEADER de la Région Centre-Val de Loire – 9 rue Saint Pierre Lentin – CS 94117 – 45041 ORLÉANS CEDEX 1.

Fait à _____

le _____

Signature et qualité du demandeur :
(avec cachet du demandeur)

LISTE DES AIDES PUBLIQUES DE MINIMIS PERÇUES AU COURS DES 3 DERNIERES ANNÉES

Si le produit fini n'est pas un produit agricole au sens de l'annexe 1 du traité de fonctionnement de l'Union européenne (plus de 50% en volume du produit fini est hors annexe 1), l'aide sera accordée au titre du règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides « de minimis entreprises » sous réserve que le montant cumulé de l'aide publique demandée et des aides de minimis déjà reçues par le bénéficiaire au cours des 3 derniers exercices fiscaux (exercices fiscaux N-2, N-1 et N) ne dépasse pas 200 000 €.

Aides publiques octroyées au titre du règlement européen « de minimis entreprises» pour les exercices fiscaux N-2, N-1 et N (en cours) pour l'exploitation :

Ne pas reporter dans ce tableau les aides perçues par l'exploitation agricole au titre du règlement de minimis agricole (Règlement UE n°1408/2013) plafonné à 15 000 € par exploitation agricole.

L'exploitation a perçu des aides « de minimis entreprises » au cours des 3 derniers exercices fiscaux.
Dans ce cas, merci de renseigner le tableau ci-dessous.

Objet de l'aide (investissement matériel, investissement immatériel, autres,...)	Organisme financeur	Montant octroyé (en €) **	Date d'octroi (jj/mm/aa)

L'exploitation n'a pas perçu d'aides de minimis entreprises au cours des 3 derniers exercices fiscaux.

Le demandeur certifie exactes et complètes les informations fournies dans la présente attestation.

Cachet de la société

Date :

Signature